

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JUIN 2003

Étaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, MM. DUBOST, PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, FONSECA, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mme HGOBURU, Mlle CERON, Mme RIVES, MM. RABEAU, PARIS, Mme ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

Mme LUCBERNET-GARCIA à Mme BUISSON

M. DANE à M. JOANDET

M. GOURGUES à M. PINAUD

Mme ALLIN à M. RAYNAUD

M. LABARTHE à M. DRESS

Mme VIGANO à M. PEREZ

Mme TEXIER à M. PARIS

Absents : /

Secrétaire de la séance : Mme POUGNET-FORET

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2002

1 - Le Compte Administratif est ADOPTÉ À LA MAJORITÉ par 27 VOIX POUR 7 ABSTENTIONS

Budgets annexes :

- Régie des Transports :
ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 29 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS
- Régie des Pompes Funèbres :
ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 29 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS
- Régie du Port :
ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 29 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS
- Régie de l'E.C.M.M. :
ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 29 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

2 - AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L'EXERCICE 2002

Le Conseil décide de la répartition du résultat de la section de fonctionnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

3 - OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES RELATIVES À L'ARTICLE 11 DE LA LOI 95-127 DU 8 FÉVRIER 1995

L'action en matière d'acquisitions et de cessions menée par la Ville et la SEMBEGA est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

4 - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2002

Le Compte de Gestion de Monsieur le Percepteur pour l'exercice 2002 corroborant le Compte Administratif est approuvé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

5 - BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2003

Le Budget Supplémentaire 2003 est ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 2 VOIX CONTRE – 5 ABSTENTIONS.

6 - FONDS DÉPARTEMENTAL D'AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COMMUNES

Cette dotation sert à financer des travaux d'aménagement ou de réparation concernant des équipements communaux, lorsque aucune aide spécifique du Conseil Général ne peut être attribuée, soit en raison de leur montant, soit en raison de leur nature. La répartition de la subvention de 95 497 € attribuée par le Conseil Général est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

7 - IMPUTATION DU MOBILIER ET MATÉRIEL SUIVANT ARRÊTÉ DU 26 OCTOBRE 2001

Il est décidé d'assimiler certains biens meubles à des biens immobilisés et de les affecter à la section d'investissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

8 - SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À L'ASSOCIATION PERMANENCE D'ACCUEIL D'INFORMATION ET D'ORIENTATION DE BEGLES (P.A.I.O.)

Le Conseil décide de verser le solde de la subvention d'un montant de 36 457 € à l'association P.A.I.O.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

9 - UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE DE 2002

Le Conseil prend acte du rapport détaillant l'utilisation de la Dotation de Solidarité Urbaine. Le montant alloué à la Commune de Bègles en 2002 s'élève à 448 416 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

10 - SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA FONDATION DE FRANCE

Il est décidé d'octroyer une subvention exceptionnelle de 1 000 € à la Fondation de France qui s'est mobilisée pour faire face au drame qui a frappé la région d'Alger.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

11 - ADHÉSION AU RÉSEAU D'INFORMATION SUR LE DÉVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL EN AQUITAINE (RÉSEAU I.D.E.A.)

Le Conseil accepte l'adhésion à cette association créée à l'initiative du Conseil Régional d'Aquitaine. La cotisation pour l'année 2003 s'élève à 227,92 €.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 VOIX CONTRE

12 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Il est décidé de nommer :

- un agent au grade d'assistant territorial qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques, suite à sa réussite au concours correspondant
- un agent au grade de puéricultrice hors classe suite à sa réussite à l'examen professionnel correspondant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

13 - AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS DES ÉCOLES MATERNELLES

Une très large réflexion menée au sein du groupe de projet réunissant élus et administration et s'appuyant sur des échanges avec les agents concernés et les représentants du personnel a permis de proposer un certain nombre de modifications relatives à l'organisation des écoles maternelles. Celles-ci ont pour objectif de renforcer la qualité d'accueil de ce service public qui concerne plus de 900 enfants tout en harmonisant et renforçant l'action des agents. Le Conseil donne son accord sur la mise en place de l'organisation du temps de travail dans les écoles maternelles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

14 - RENOUELEMENT DE L'EMPLOI DE CHARGÉ DE MISSION ANIMATION

Il est décidé de renouveler le poste de l'agent actuellement chargé de mission animation afin de maintenir ce service de loisir offert à la population .

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

15 - DEMANDE D'UNE SUBVENTION D'ETAT DANS LE CADRE DES RÉSERVES PARLEMENTAIRES 2003 – ÉQUIPEMENT MAISON DE QUARTIER MONMOUSSEAU

Une demande de subvention d'un montant de 2 500 € pour l'achat de matériel informatique sera déposée auprès de l'état, dans le cadre des réserves parlementaires, afin de créer un atelier d'animation autour de l'Internet en direction des familles du quartier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

16 - APPEL D'OFFRES POUR L'ANNÉE 2004 POUR LA FOURNITURE DE DENRÉES ALIMENTAIRES POUR LA CUISINE CENTRALE

La procédure d'appel d'offres pour la passation du marché de fourniture de denrées alimentaires pour la Cuisine Centrale pour l'année 2004 est adoptée.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 33 VOIX POUR – 2 ABSTENTIONS

17 - MODIFICATION DES TARIFS DE LA MAISON MUNICIPALE DE LA MUSIQUE

Les tarifs sont fixés à compter du 1er septembre 2003.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 ABSTENTIONS

18 - IMMEUBLE DU 14 JUILLET – VENTE DU LOT N° 6 À MONSIEUR GERE (2ème LECTURE)

La délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2003 indiquait que la vente de ce lot serait réalisée au profit de M. GERE. Or, ce dernier vient de nous informer de son intention de créer une S.C.I. dénommée " M.G.E.G. ", dont il sera le gérant, qui se portera acquéreur de ce lot. Le Conseil approuve cette modification.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

19 - PARTICIPATION À L'OPÉRATION DE RENOUELEMENT URBAIN LUCIEN LEROUSSÉAU (2ème lecture)

Initialement fixée à 48 116 €, la participation au surcoût foncier a été ramenée, après agrément du dossier par la D.D.E., à la somme de 44 698 €. Ce nouveau montant est adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

20 - APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA RÉNOVATION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC DANS DIVERSES RUES DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire est autorisé à lancer un appel d'offres pour la réalisation de ces travaux. Cette opération est estimée à 239 200 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

21 - EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LES SPECTACLES SPORTIFS POUR L'ANNÉE 2004

Il est décidé d'exonérer totalement l'ensemble des manifestations sportives de la taxe sur les spectacles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

22 - AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA PLAINE DES SPORTS

Suite aux modifications apportées au marché initial en cours de réalisation, il est décidé de passer un avenant n° 1 et de prolonger le délai de réalisation de ces travaux de 3 mois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

23 - LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE NÉGOCIÉE POUR LE CHOIX DE LA MAÎTRISE D'ŒUVRE EN VUE DE LA RÉHABILITATION DU BÂTIMENT DES ANCIENS BAINS-DOUCHES-PISCINE À BEGLES

La commune envisageant la réhabilitation du bâtiment des anciens Bains-Douches-Piscine, il est décidé de lancer une procédure négociée de marché de maîtrise d'œuvre.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 VOIX CONTRE

24 - MARCHÉ DE MISE EN CONCURRENCE SIMPLIFIÉE POUR LA FOURNITURE ET LA POSE DE MENUISERIES P.V.C. DANS DIVERS BÂTIMENTS COMMUNAUX (2ème LECTURE)

Lors du Conseil Municipal du 6 mars 2003, il a été approuvé une délibération concernant le remplacement de menuiseries bois par du P.V.C. dans divers bâtiments communaux. Il est décidé de rajouter l'école maternelle Jacques Prévert à la liste des bâtiments concernés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

25 - AMÉNAGEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE LA FERRADE 1ère PHASE – APPROBATION DU DOSSIER TECHNIQUE ET AUTORISATION DE LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES

Monsieur le Maire est autorisé à lancer un appel d'offres ouvert pour l'aménagement de cette école. L'ensemble des travaux représente un coût d'environ 450 000 € T.T.C.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

26 - TRAVAUX D'AGRANDISSEMENT DE L'ESPACE JEUNES – 21, AVENUE JEANNE D'ARC – APPROBATION DU DOSSIER TECHNIQUE ET AUTORISATION DE LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE DE MISE EN CONCURRENCE SIMPLIFIÉE

Il est décidé de lancer une procédure de mise en concurrence simplifiée pour l'agrandissement de ces locaux. Le coût des travaux est estimé à 90 000 € T.T.C.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

QUESTION SUPPLÉMENTAIRE :

AUTORISATION À MONSIEUR LE MAIRE DE SE PORTER PARTIE CIVILE AUPRÈS
DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Monsieur le Maire est autorisé à se constituer partie civile devant le
Tribunal Correctionnel de Bordeaux à l'audience du 25 juin 2003 à la suite
des dégradations occasionnées à un véhicule municipal afin d'obtenir
indemnisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR